

L'impérialisme américain est à l'œuvre sur tous les fronts. Des rivages des Caraïbes à ceux de la mer Noire en passant par la Méditerranée, il a pour seul objectif son hégémonie et ses intérêts financiers. Peu lui importe le coût pour les populations civiles, seules comptent les affaires.

En réponse, la CGT reste plus que jamais attachée à ses valeurs internationalistes, pacifistes et continue de militer pour le droit à l'autodétermination des peuples.

Face à ces crimes, la solidarité internationale ne peut être sélective. Elle doit unir les luttes, nommer les génocides, exiger des sanctions contre les responsables, et affirmer avec force que la paix ne naîtra que de la justice, de l'égalité et de la reconnaissance pleine et entière des droits des peuples.

Pendant ce temps, à Belém pour la COP 30, l'Amérique de Trump a brillé par son absence alors que l'urgence climatique est plus brûlante que jamais. Les États peinent à mettre l'intérêt général devant l'intérêt économique. Ainsi, Emmanuel Macron, l'homme du "qui aurait pu prédire", ne s'est concentré que sur la promotion de l'accord avec le Mercosur contrairement à ses engagements.

En France, Lecornu, autoproclamé « moine-soldat », continue à défendre de façon zélée la politique austéraitre de Macron au profit d'une économie de guerre qu'on cherche à financer uniquement sur le dos des travailleurs en oubliant sciemment les milliards d'exonérations de cotisations sociales et l'injustice fiscale.

Le monde du travail paye déjà un lourd tribut, 2024 a été l'année record avec 1 297 morts du travail et pourtant, c'est lui que le gouvernement Lecornu veut mettre à contribution.

Les attaques budgétaires sont nombreuses :

- attaque sur les financements de la formation professionnelle ;
- nouveau durcissement de l'assurance chômage ;
- projet d'allocation sociale unique ;
- destruction des Agences Régionales de Santé ; etc.

Tout ça pour plaire à l'union réactionnaire des droites-extrêmes, de l'extrême-droite et les tenants de « l'assistanat ».

Dans l'objectif de se maintenir au pouvoir, le gouvernement donne aussi des gages aux députés socialistes prêts à tout pour obtenir le ridicule décalage, de seulement trois mois, de la contre-réforme des retraites.

Face au danger austéraitre, face au retour de la retraite à points lors de la conférence sociale qui va s'ouvrir seule la CGT défend le progrès social et la justice sociale et fiscale. Pour notre fédération, il faut refuser de cautionner ce nouvel enfumage en ne nous y rendant pas.

Pour nous empêcher d'aboutir, le patronat et son gouvernement aux ordres harcèlent et discriminent toujours plus nos camarades.

La répression s'intensifie depuis plusieurs années et aujourd'hui c'est notre secrétaire confédérale qui est mise en examen sur demande d'un lobby patronal en lien avec l'extrême-droite de Pierre Edouard Stérin.

C'est pourquoi nous apportons un soutien sans faille à Sophie Binet comme à tous nos autres camarades victimes de répressions qui doivent pouvoir compter sur notre mobilisation.

A la CGT, la solidarité est notre force. Ce sont les exilés fiscaux qu'il faut envoyer devant les tribunaux pas ceux qui se battent pour le progrès social.

Il est temps de renverser la vapeur et d'inverser le rapport de force. Mobilisons les travailleurs en s'inspirant des mouvements coordonnés et planifiés dans la durée comme en Italie et en Belgique tout récemment.

Partout sur nos lieux de travail, parlons salaire, emplois, protection sociale, santé, sécurité et conditions de travail. Ensemble gagnons le 100% Sécu !